TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS

TRES CÉNTIMOS DE EURO

0P3834456

CLASE 8.ª

Traduction Officielle

Gouvernement régional de Catalogne
Département de la Justice
et de la Qualité démocratique
Direction générale du Droit, des Personnes morales et de la Médiation

Je soussignée, Ester HIDALGO VERET, chef de la Section de la publicité des enregistrements et de la coordination administrative,

certifie que :

1. En vertu de la décision du ministre catalan de la Justice du 25 mai 1994, la constitution de « Fundación Privada Intervida » a été immatriculée sous le numéro 790 et, conformément à la décision du 28 avril 2014 du directeur général du Droit et des Personnes morales, le changement du nom de l'entité, qui est devenue « Fundación Educación y Cooperación », a été approuvé et enregistré.

2. Les derniers statuts inscrits auprès de ce Registre sont ceux qui suivent :

« STATUTS DE LA FONDATION

CHAPITRE Ier

Dénomination, nature, durée, domicile, cadre d'intervention et régime juridique

Article 1er. Dénomination, nature et durée

Une fondation privée est constituée sous la dénomination « Fundación Educación y Cooperación », antérieurement « Fundación Privada Intervida ». Celle-ci a vocation à perdurer dans le temps et a été créée pour une durée indéterminée.

Article 2. Siège

Le siège de la fondation est établi dans la ville de Barcelone, calle Guillem Tell, nº 47.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
OP3834457
CLASE 8.ª
Traduction Officielle

Article 3. Cadre d'intervention

La fondation exerce ses fonctions principalement en Catalogne. Toutefois, elle peut intervenir dans le reste du territoire de l'État espagnol ainsi qu'au niveau international.

Article 4. Régime juridique

La fondation jouit d'une personnalité morale propre, est investie de la pleine capacité légale et peut librement intervenir en vue d'établir sa charte fondatrice par acte authentique et l'inscrire au Registre des fondations du gouvernement régional de Catalogne.

La fondation est régie par les dispositions fixées dans sa charte fondatrice, par la législation applicable en la matière et, en particulier, par la législation du gouvernement régional de Catalogne, par les dispositions de ces statuts et les décisions prises par le conseil d'administration dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE II

Finalités de la fondation et activités

Article 5. Finalités de la fondation

La fondation est une entité sans but lucratif, n'ayant aucune finalité lucrative ou de bénéfice, dont les fonds propres, les rendements et les ressources obtenues sont affectés de manière permanente à la réalisation des finalités d'intérêt général prévues dans les présents statuts.

La fondation a pour objet :

a) L'aide et la coopération au développement sous toutes ses formes aux populations en situation de vulnérabilité, quels que soient le territoire et le contexte politique, social ou économique.
b) L'aide, à tous les niveaux et de toutes les manières que ce soit, aux personnes et aux groupes en situation de vulnérabilité, de pauvresse ou d'exclusion sociale, et notamment les actes visant à assurer l'éducation, la formation et la

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
OP3834458
Traduction Officielle

protection des enfants et des jeunes, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à d'autres instruments internationaux qui favorisent leur participation, leurs droits, leur bien-être et leur autonomisation.

c) La lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'exclusion sociale et pour l'amélioration des conditions de vie des personnes et des groupes en situation de vulnérabilité, ainsi que celles de leur milieu social et environnemental.

d) La contribution au développement humain sous tous ses aspects, en encourageant la coresponsabilité individuelle et collective qui favorise la conscience critique et une meilleure perception des problèmes réels de la société, en promouvant le plaidoyer politique et social pour générer des changements sociaux au profit de la réalisation effective des droits et de l'amélioration du bien-être et des conditions de vie des personnes dans le monde, en stimulant la solidarité, la coopération active et en promouvant le bénévolat.

e) La promotion et la défense des droits de l'homme et, en particulier, des droits économiques, sociaux et culturels, en rendant possible un développement équitable et durable, travaillant pour lutter et corriger les situations de vulnérabilité, de pauvreté ou d'exclusion sociale.

f) La coopération au développement et à la solidarité internationale à tous les niveaux, ainsi que la réalisation de toutes sortes d'activités visant à son encouragement, sa réalisation et son amélioration.

g) Protéger, promouvoir, soutenir et financier, tant avec des fonds propres que grâce à des fonds provenant de tiers, toutes sortes d'activités de nature éducative, d'assistance, socioculturelle ou de recherche liées aux personnes ou aux groupes en situation de vulnérabilité, de pauvreté ou d'exclusion sociale, et visant à résoudre les problèmes qui les affectent.

h) Protéger, promouvoir, soutenir et financer, tant avec des fonds propres que grâce à des fonds provenant de tiers, toute autre fondation, association ou collectif légalement reconnus, y compris les personnes physiques, poursuivant des finalités analogues et similaires à celles de la présente fondation.

i) L'aide dans des situations d'urgence et de crise humanitaire.

j) La sensibilisation et l'éducation pour la citoyenneté globale et le développement de la population comprise dans le cadre d'intervention, notamment les enfants, les adolescents et les jeunes, autour de la solidarité et de la coopération entre les peuples, en travaillant pour former une société plus solidaire et plus engagée.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
0P3834459
CLASE 8.ª
Traduction Officielle

k) La promotion et la diffusion de la connaissance et de l'apprentissage par la formation, la préparation, l'assistance et le conseil sous tous ses aspects et formes, à des individus, des groupes et des entités publiques ou privées dans les domaines de connaissance et de spécialisation de la fondation liés aux droits et au bien-être des enfants, des adolescents et des jeunes.

Article 6. Capacité et activités

Pour parvenir aux finalités de la fondation, celle-ci réalisera les activités que le conseil d'administration juge nécessaires, directement et/ou en collaboration avec d'autres entités, institutions ou personnes.

En particulier, dans le but de mener à bien ses finalités, la fondation réalisera les activités énumérées ci-dessous, à titre non exhaustif :

- La collaboration, l'association, l'alliance ou l'intégration avec tous types d'entités, plates-formes ou organisations dans l'intérêt ou au profit de la fondation pour la réalisation de ses finalités.
- L'élaboration et l'exécution de la planification stratégique et des activités, ainsi que des programmes d'intervention, pour la réalisation des finalités de la fondation, en conformité avec les politiques et les lignes directrices établies par le conseil.
- Le suivi et l'évaluation des objectifs et, le cas échéant, leur révision, par rapport au niveau d'accomplissement et d'exécution des divers programmes, projets et activités de la fondation, avec la périodicité qui sera établie par l'organe de gouvernance.
- La souscription de conventions de coopération avec différentes entités sans but lucratif.
- La recherche et la signature d'accords et de contrats avec des entités établies dans les pays où la fondation met en œuvre ses finalités.
- L'action directe, menée par le propre personnel de la fondation ou des personnes engagées spécifiquement à cet effet au nom de la Fondation, et l'action indirecte par l'intermédiaire de tiers.
- Plaidoyer politique et social, recherche et innovation sociale, formation, assistance, conseil et investissement durable et/ou à impact, ainsi que toute autre activité liée à l'action programmatique de la fondation.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834460
Traduction Officielle

- La création de délégations ou de sièges dans les territoires afin de soutenir et d'offrir une couverture aux missions de coopération directe, ainsi qu'afin de promouvoir des missions de sensibilisation, de captation de membres et de parrains, et de réaliser des tâches de divulgation des interventions menées.
- La recherche et l'utilisation de fonds, publics et privés, pour développer les projets et les programmes de la fondation.

La fondation jouit de la pleine capacité juridique et pour agir sans autres limites que celles imposées par les présents statuts et la réglementation applicable aux fondations.

Les activités liées aux finalités de la fondation doivent être menées à bien conformément aux règles régissant spécifiquement de telles activités, avec l'obtention, le cas échéant, des autorisations ou des licences pertinentes.

Article 7. Règles de base pour l'affectation des ressources aux finalités

Les recettes et autres revenus annuels obtenus par l'entité doivent être destinés à la mise en œuvre des finalités de la fondation, dans les limites fixées par la législation en vigueur.

La fondation peut réaliser tout type d'activités économiques, d'actes, de contrats, d'opérations et de transactions licites, sans autres restrictions que celles imposées par la législation applicable.

Article 8. Règles de base pour déterminer les bénéficiaires

Les personnes physiques et morales se trouvant dans les situations relevant des activités de la fondation et intégrées dans le programme d'intervention élaboré par le conseil d'administration de la fondation sont entendues comme étant les bénéficiaires de celle-ci.
Le choix des bénéficiaires et l'élaboration du programme d'intervention par le conseil d'administration obéiront aux principes d'impartialité et de non-discrimination.

CHAPITRE III

TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS

TRES CÉNTIMOS DE EURO

0P3834461

CLASE 8.ª

Traduction Officielle

Régime économique

Article 9. Fonds propres de la fondation et activités économiques

Les fonds propres de la fondation sont liés à l'accomplissement de ses finalités. Ils sont composés :

a) de la dotation initiale figurant dans la charte fondatrice.
b) de l'ensemble des biens et des droits de type économique que la fondation accepte et reçoit, à quelque titre que ce soit, afin d'accroître sa dotation, et
c) de l'ensemble des revenus, fruits, recettes et produits, ainsi que de tous les autres biens intégrés dans le patrimoine de la Fondation à quelque titre que ce soit.

Article 10. Actes de disposition

10.1 L'aliénation ou la charge des biens composant la dotation et ceux destinés directement à la réalisation des finalités de la fondation doivent être réalisés à titre onéreux et conformément aux conditions des fondateurs ou des donateurs, le cas échéant. Le résultat de l'aliénation ou de la charge doit être réinvesti dans l'acquisition ou l'amélioration des autres biens en appliquant le principe de subrogation réelle.

10.2 En cas de circonstances exceptionnelles empêchant d'exécuter entièrement ou partiellement le devoir de réinvestissement, le conseil d'administration, préalablement à l'acte de disposition, doit présenter une déclaration responsable au conseil de surveillance, faisant état de ces circonstances, et doit dresser un rapport souscrit par des techniciens indépendants accréditant la nécessité de procéder à un tel acte de disposition et les raisons justifiant un tel non-réinvestissement. La destination du résultat n'ont réinvesti doit également être justifiée, laquelle doit se conformer aux finalités de la fondation.

10.3 Le caractère nécessaire et pertinent des opérations de disposition ou de charge directe ou indirecte doit être justifié et accrédité par voie documentaire. Le conseil d'administration, préalablement aux actes de disposition, doit disposer des informations opportunes pour prendre des décisions en toute responsabilité.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
0P3834462
CLASE 8.ª
Traduction Officielle

10.4 L'autorisation préalable du conseil de surveillance est nécessaire pour procéder à des actes de disposition, de charge ou d'administration extraordinaire dans les cas suivants :

a) si le donateur en a fait expressément la demande.
b) si une disposition des présents statuts ou la règlementation en vigueur ainsi l'établit.
c) si les biens ou droits objet de l'acte de disposition ont été reçus de la part d'institutions publiques ou ont été acquis avec des fonds publics.

10.5 Le conseil d'administration peut, dans la mesure du nécessaire et considération faite de la conjoncture économique ainsi que de la législation en vigueur, procéder aux modifications opportunes des investissements des fonds propres de la fondation.

10.6 Le vote favorable du conseil d'administration, à la majorité des deux tiers, et le respect des dispositions légales applicables à cet effet sont requis pour la réalisation d'actes de disposition sur les biens et droits constituant les fonds propres de la fondation et pour l'acceptation de successions, de legs ou d'autres biens et droits susceptibles d'intégrer le capital de la fondation.

10.7 Lorsque les actes de disposition, d'aliénation ou de charge exigent l'établissement d'une déclaration responsable, le vote favorable des deux tiers du nombre total de membres du conseil sera nécessaire, abstraction faite de ceux qui ne peuvent pas voter en raison d'un conflit d'intérêts avec la fondation.

Article 11. Régime comptable et des documents

11.1 La fondation doit tenir un registre et un livre d'inventaire et des comptes annuels.

11.2 Le conseil d'administration de la fondation doit mener à bien l'inventaire et élaborer les comptes annuels simultanément, à la date de clôture de l'exercice financier, conformément aux principes de comptabilité communément admis et aux dispositions applicables dans chaque cas. L'exercice doit clôturer au 31 décembre de chaque année.

11.3 Les comptes annuels forment une unité et sont composés :

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834463
Traduction Officielle

a) du bilan,
b) du compte de profits et de pertes,
c) du compte de l'état de situation des changements intervenus dans les fonds propres,
d) du compte d'état de situation des flux de trésorerie, et
e) de l'annexe, dans laquelle les informations comprises dans le bilan et le compte de profits et de pertes doivent être complétées, élargies et commentées ; les opérations réalisées conformément aux finalités de la fondation doivent être détaillées ; il conviendra de préciser le nombre de bénéficiaires et les services que ces derniers ont reçus, les ressources procédant d'autres exercices et dont la destination est en suspens, le cas échéant, ainsi que les sociétés contrôlées, avec indication du pourcentage de participation.

Les informations concernant les déclarations responsables et l'exécution d'actes ou de contrats doivent intégrer le contenu minimum requis de l'annexe des comptes annuels.

11.4 Le conseil d'administration doit approuver les comptes annuels dans les six mois à compter de la date de clôture de chaque exercice, lesquels devront être présentés dans la forme prévue par la loi au conseil de surveillance du gouvernement régional de Catalogne en vue de leur dépôt, dans un délai de 30 jours à compter de leur approbation.

11.5 Le conseil d'administration doit approuver et présenter, concernant les investissements financiers temporaires réalisés sur le marché des valeurs, un rapport annuel concernant leur degré de conformité au code de conduite que doivent respecter les entités sans but lucratif, conformément à la réglementation en vigueur ou aux décisions de l'autorité de régulation.

11.6 Les comptes annuels seront soumis à un audit externe lorsque les circonstances légalement prévues sont réunies.

Même si les circonstances légalement prévues pour que les comptes fassent l'objet d'un audit ne sont pas réunies, si un tiers des membres du conseil en fait la demande, pour des raisons fondées, en considérant qu'il existe une circonstance exceptionnelle concernant la gestion de la Fondation préconisant un tel audit, une

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834464
Traduction Officielle

réunion du conseil d'administration devra être convoquée dans un délai maximum de 15 jours à compter de la demande, afin de décider, de manière motivée, de la réalisation ou non de l'audit des comptes demandé. À défaut de convocation du conseil d'administration dans le délai susmentionné ou si, une fois convoqué à cet effet, il est décidé de ne pas réaliser d'audit, les membres intéressés peuvent adresser leur demande au conseil de surveillance, conformément à l'article 332.8.4 de la loi 4/2008, du 24 avril 2008, sur le troisième livre du code civil de Catalogne, concernant les personnes morales.

Article 12. Ressources annuelles

Les ressources économiques annuelles de la fondation sont composées :

a) des rentes et des recettes générées par l'actif et des fonds propres de la fondation en général.
b) des soldes positifs résultant des activités de la fondation et des services que celle-ci peut réaliser.
c) des subventions et des autres libéralités reçues à cet effet et ne devant pas intégrer les fonds propres de la fondation, ainsi que des autres recettes qui pourraient être obtenues à quelque titre que ce soit.

Article 13. Application obligatoire

La fondation destinera à la mise en œuvre de ses finalités, au minimum soixante-dix pour cent des rentes et autres recettes nettes annuelles obtenues. Le reste sera destiné soit à l'accomplissement différé des finalités soit à l'accroissement de ses fonds propres. Le conseil d'administration doit approuver l'affectation des recettes.

Si la fondation reçoit des biens et des droits sans que leur destination soit précisée, le conseil d'administration doit décider s'ils doivent intégrer la dotation ou être directement affectés à l'accomplissement de ses finalités.

L'affectation d'au moins soixante-dix pour cent des recettes à l'accomplissement des finalités de la fondation sera effective dans un délai de quatre exercices à compter du début de l'exercice suivant l'exercice de l'accréditation comptable.

TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS

TRES CÉNTIMOS DE EURO

OP3834465

CLASE 8.ª

Traduction Officielle

Article 14. Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement du conseil d'administration et de ses organes délégués, sans considérer, à cet effet, le coût des fonctions de direction ou de gérance, ne peuvent dépasser 15 % des recettes nettes obtenues durant l'exercice.

Article 15. Participation dans des sociétés

La fondation peut constituer des sociétés et y participer sans autorisation préalable, à moins qu'une telle opération implique d'assumer une responsabilité personnelle pour les dettes sociales contractées.

La fondation communiquera au conseil de surveillance, dans un délai de 30 jours, l'acquisition et la possession d'actions ou de parts sociales lui conférant, directement ou indirectement, le contrôle de sociétés limitant la responsabilité des membres.

En tout état de cause, l'exécution, par la fondation, des tâches d'administration de sociétés doit être compatible avec l'exécution de ses finalités.

CHAPITRE IV

Organisation et fonctionnement

Article 16. Le conseil d'administration

Le conseil d'administration est l'organe de gouvernance et d'administration de la fondation. Il la représente et la gère, et assume toutes les facultés et les fonctions nécessaires à l'exécution de ses finalités.

Article 17. Composition du conseil d'administration et conditions requises pour en être membre

Le conseil d'administration est un organe collégial composé de personnes physiques ou morales, intégré par un minimum de 5 et un maximum de 11 membres.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834466
Traduction Officielle

Toutes personnes physiques ayant la capacité d'agir et non frappées d'interdiction ou d'incapacité pour exercer des fonctions ou postes publics ou pour gérer des biens, et n'ayant pas été condamnées pour des infractions contre le patrimoine ou l'ordre socio-économique ou pour des délits de faux, peuvent être membres du conseil d'administration. La limite d'âge pour devenir membre du conseil d'administration est de 80 ans et intervient au moment d'atteindre cet âge.

Les personnes morales doivent être représentées au sein du conseil d'administration, de manière stable, par la personne investie d'une telle fonction conformément aux règles régissant ces personnes morales, ou par la personne désignée à cet effet par l'organe compétent correspondant.

Article 18. Désignation, renouvellement et exercice du poste

Le premier conseil d'administration est désigné dans la charte fondatrice. Les nominations de nouveaux membres et le fait de couvrir les postes vacants doivent être convenus par le conseil d'administration à la majorité requise à l'article 26.

Les membres exerceront leurs fonctions pendant une période de 4 ans, et sont rééligibles pour des périodes d'une même durée ou, exceptionnellement, pour un autre mandat ; cette dernière hypothèse exige une décision du conseil d'administration prise à l'unanimité par le biais d'un scrutin secret.

Les membres qui, pour quelque raison que ce soit, abandonnent leurs fonctions avant l'échéance du délai pour lequel ils ont été désignés, peuvent être remplacés par nomination du conseil d'administration. La personne remplaçante sera désignée pour la durée restante jusqu'à l'échéance du mandat du membre remplacé, et pourra être réélue pour les mêmes délais fixés pour le reste des membres.

Pour la nomination de nouveaux membres, en tout état de cause (renouvellement, remplacement ou nouvelle nomination), chacun des membres restants composant le conseil d'administration, analysera l'aptitude des possibles candidats. Le nouveau membre du conseil d'administration est désigné à la majorité des 2/3 des membres présents, à l'exception, le cas échéant, du vote du membre à renouveler, nommer ou remplacer.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
OP3834467

Traduction Officielle

Le poste de membre ne peut, en aucun cas, être prolongé ou prorogé au-delà de la période prévue par les présents statuts, de sorte qu'en cas de non-renouvellement, ce poste sera vacant jusqu'à la nomination d'un nouveau membre dans la forme prescrite par la loi et les présents statuts.

Le conseil d'administration couvrira, dans un délai maximum de 60 jours, les postes qui, pour une raison quelconque, seraient vacants parmi ses membres, et qui ne dépendraient du respect d'aucun délai légalement prévu, conformément à la procédure fixée dans les présents statuts.

Dans l'hypothèse où, pour une cause quelconque (échéance du mandat, renonciation ou toute autre cause prévue par la loi ou par les statuts), le nombre de membres est inférieur au nombre minimum légal pour constituer valablement le conseil d'administration, le conseil de surveillance est tenu de procéder de la façon suivante :

a) Le conseil de surveillance peut enjoindre les membres restants de pourvoir au nombre minimum de membres.
b) Si le nombre minimum de membres ne peut être établi dans un délai de 30 jours, le conseil de surveillance désignera d'office les membres nécessaires pour que la composition dudit conseil d'administration respecte le nombre minimum prévu par les statuts.
c) À défaut, le conseil de surveillance procédera à la dissolution et à la liquidation de la fondation.

Quoiqu'il en soit, et si, pour une raison quelconque (échéance du mandat, renonciation ou toute autre raison prévue par la loi ou les statuts), la cessation de la totalité des membres du conseil d'administration se produit, le conseil de surveillance procédera d'office à la nomination des membres pour, tout au moins, couvrir le nombre minimum de membres fixé par les statuts pour que le conseil d'administration soit valablement constitué. À défaut, le conseil de surveillance procédera à la dissolution et à la liquidation de la fondation.

Les membres du conseil d'administration entrent en fonctions après avoir expressément accepté le poste en question dans une des formes prévues par la législation applicable.

Les membres seront cessés de leurs fonctions pour causes de décès, d'incapacité, de renoncement, d'arrivée à échéance du poste ou pour toute autre cause prévue par la législation et les présents statuts.

Article 19. Gratuité

Les membres exercent leurs fonctions à titre gratuit, sous réserve de leur droit à être remboursés en raison des frais dûment justifiés et d'être indemnisés pour les dommages qu'ils auraient subis dans l'exercice des fonctions propres à leur poste.

Article 20. Pouvoirs et délégations de pouvoir

Le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs qui lui sont conférés par les présents statuts et, en général, des pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement des finalités de la Fondation, sans autres exceptions que celles prévues par la législation applicable et les présents statuts.

Le conseil d'administration est expressément investi des fonctions suivantes :

- La réalisation de tout type d'actes et d'opérations juridiques, tant en termes d'administration que de disposition, sur toute sorte de biens meubles, immeubles et titres, sans autres formalités que celles prévues dans les présents statuts, et avec l'autorisation du conseil de surveillance lorsque cette condition est légalement requise.
- Recouvrer et percevoir des rentes, fruits, dividendes, intérêts, profits et autres recettes ou bénéfices générés par les biens composant les fonds propres de la fondation et les rentes obtenues lors de l'exécution de ses finalités.
- Procéder à toutes sortes de paiements et, en particulier, les paiements pour couvrir les frais nécessaires pour l'administration, le financement et la protection des fonds propres et des rentes de la fondation.
- Réaliser tout type d'opérations bancaires et de crédit, ouvrir, assurer le suivi et fermer des comptes courants, de crédit et de caution, et souscrire toutes sortes de contrats de crédits et de dépôts en espèces, valeurs et dépôts à terme.
- Approuver les annexes, inventaires, bilans et états des comptes devant être obligatoirement présentés chaque année.
- Modification, le cas échéant, des présents statuts, conformément à la législation en vigueur.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834469
Traduction Officielle

- Représenter la fondation au niveau judiciaire et extrajudiciaire, par le biais d'avoués ou d'autres mandataires qui pourront être nommés en vertu d'une procuration opportune, auprès de toutes sortes d'autorités, juridictions, délégations, commissions, assemblées, ministères, services de l'État, du gouvernement régional de Catalogne, des provinces, municipalités, et auprès de tout autre organisme, en introduisant, réalisant, assurant le suivi ou en se désistant, concernant des dossiers, procès, causes ou procédures de toutes sortes.

Le conseil d'administration peut déléguer ses fonctions conformément aux présents statuts et à la législation applicable. En tout état de cause, les facultés suivantes ne sauraient être déléguées et incombent au conseil d'administration à titre exclusif :

a) La modification des statuts.
b) La fusion, la scission ou la dissolution de la fondation.
c) L'élaboration et l'approbation du budget et des documents composant les comptes annuels, ainsi que la liquidation de l'exercice économique échu.
d) Les actes de disposition sur les biens qui, dans leur ensemble ou considérés individuellement, représentent une valeur supérieure à un vingtième de l'actif de la fondation, à moins qu'il s'agisse de la vente de valeurs avec cotisation officielle, à un prix au moins égal à leur prix de cotation. Toutefois, des procurations peuvent être conférées pour dresser l'acte correspondant, dans les conditions approuvées par le conseil d'administration.
e) La constitution ou la dotation d'une autre personne morale.
f) La fusion, la scission et la cession de tout ou partie des actifs et passifs.
g) La dissolution de sociétés ou d'autres personnes morales.
h) Les pouvoirs qui exigent l'autorisation ou l'approbation du conseil de surveillance ou l'adoption d'une déclaration responsable.
i) L'adoption et l'établissement de déclarations responsables.
j) L'approbation de la planification stratégique et des activités de la fondation.

Les dispositions du présent article seront entendues sous réserve des autorisations du conseil de surveillance nécessaires ou des communications qui devront être effectuées à ce conseil conformément à la législation en vigueur.

Article 21. Régime relatif aux convocations

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834470

Traduction Officielle

21.1 Le conseil d'administration se réunira en session ordinaire au minimum deux fois par an.

Quoiqu'il en soit, ce conseil se réunira obligatoirement en session ordinaire durant le premier semestre de l'année civile afin d'approuver les comptes annuels de l'exercice précédent.

Il tiendra une session extraordinaire, après convocation et à l'initiative de son/sa président/e, toutes les fois qu'il/elle le juge nécessaire au bon fonctionnement de la fondation. Il se réunira également lorsque qu'un quart de ses membres en fait la demande, en présentant, avec la demande, une proposition d'ordre du jour. Dans ce dernier cas, la réunion devra être tenue dans les trente jours suivant ladite demande.

21.2 Le conseil d'administration pourra se réunir à titre exceptionnel par visioconférence, multi-conférence ou tout autre système n'impliquant pas la présence physique des membres. Dans ces cas, il sera nécessaire de garantir l'identification des membres participant à la réunion, la fluidité de la communication, la possibilité d'intervenir au cours des délibérations et l'émission des votes. La réunion sera entendue comme tenue à l'endroit où se trouve le président. Lors des réunions virtuelles, les membres ayant participé à la multi-conférence et/ou la visioconférence seront considérés comme membres participants. La convocation des réunions incombe au président et comportera l'ordre du jour de tous les points à traiter lors de la session, en dehors desquels aucune décision ne peut être valablement adoptée.

21.3 La réunion doit être convoquée au moins 3 jours à l'avance par rapport à la date prévue pour sa tenue.

21.4 Le conseil d'administration peut adopter des décisions sans réunion, à travers le vote par correspondance postale, communication télématique ou tout autre moyen, dès lors que les droits d'information et de vote sont garantis, que la réception du vote peut être constatée, et que leur authenticité est également garantie. Il est entendu que la décision est prise à l'endroit du siège de la personne morale et à la date de réception du dernier des votes valablement émis.

Article 22. Postes

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
OP3834471
Traduction Officielle

Le conseil d'administration désignera un président, un vice-président ou une vice-présidente, et un ou une secrétaire, qui peut ne pas être un membre. Les membres n'occupant aucun de ces postes auront le statut de membres.

Article 23. Le/la président/e

Le/la président/e et, en son absence, le/la vice-président/e, se voit attribuer les pouvoirs suivants :

a) Représenter la fondation au niveau institutionnel.
b) Ordonner la convocation, fixer l'ordre du jour et présider, suspendre ou clôturer les sessions du conseil d'administration, et diriger les délibérations.
c) Définir, grâce à sa voix prépondérante, le résultat des votes en cas de nombre égal de voix.
d) Le reste des pouvoirs mentionnés dans les présents statuts ainsi que les pouvoirs expressément confiés par le conseil d'administration, conformément à la réglementation applicable.

Article 24. Le/la secrétaire

Le/la secrétaire convoque, au nom du/de la président/e, les réunions du conseil d'administration, dresse les procès-verbaux, tient le registre des procès-verbaux et dresse les attestations pertinentes avec l'accord du/de la président/e ou sur ordre, en son absence, du/de la vice-président/e. Il exerce également les autres fonctions inhérentes à son poste et que les présents statuts lui confèrent.
Ce poste peut être confié à une personne qui n'est pas membre de l'organe collégial. Le secrétaire, dans ce cas, participe aux réunions avec voix consultative mais pas délibérative, et doit vérifier la légalité des décisions que l'organe entend adopter. S'il est un membre du conseil, il peut y assister avec voix consultative et délibérative.

L'âge limite prévue pour les membres du conseil dans l'article 17 des présents statuts est applicable au/à la secrétaire.

Article 25. Mode de délibération et de prise des décisions

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834472
Traduction Officielle

Le conseil d'administration est valablement constitué en première convocation lorsque la moitié plus un des membres participant à la réunion, personnellement ou représenté dans la forme légalement autorisée, et en seconde convocation, lorsqu'un quart de ses membres y participe. Pour que les réunions du conseil d'administration soient valablement constituées, au moins deux membres devront y participer dans les deux convocations.

Les membres du conseil d'administration pourront déléguer leur vote au profit d'autres membres concernant des actes spécifiques. Cette délégation devra être consignée par écrit.

Les membres du conseil d'administration ne pourront, en aucun cas, déléguer leur vote à des personnes n'ayant pas le statut de membre, dans la mesure où l'exercice de leurs fonctions est personnel.

Toutefois, si un membre bénéficie de ce statut parce qu'il possède des fonctions dans une institution, la personne pouvant le remplacer conformément aux règles d'organisation de cette institution pourra agir en son nom.

Chaque membre du conseil bénéficie d'un vote et les décisions sont prises à la majorité des voix des participants, présents ou représentés, à la réunion. En cas d'égalité des voix, le vote du/de la président/e est prépondérant.

Le conseil d'administration peut également inviter les personnes jugées pertinentes, avec voix consultative mais pas délibérative.

Article 26. Majorité qualifiée

Le vote favorable des deux tiers des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la prise des décisions suivantes :

a) Pour réaliser des actes de disposition sur les biens et droits constituant les fonds propres de la fondation et pour l'acceptation de successions, de legs ou d'autres biens et droits susceptibles d'intégrer son capital, indépendamment, outre le respect des conditions légalement exigées à cet égard.
b) Pour des actes de disposition, d'aliénation ou de charge qui exigent dresser une déclaration responsable. Dans ces cas, les votes des membres qui ne

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834473
Traduction Officielle

peuvent pas voter en raison d'un conflit d'intérêts avec la fondation ne seront pas comptabilisés.

c) Pour les décisions relatives aux articles 18, 28 et 31 des présents statuts, sauf en cas de deuxième réélection des membres de l'article 18, qui exige une décision du conseil d'administration prise à l'unanimité par le biais d'un scrutin secret.

Article 27. Procès-verbaux

La fondation doit tenir un registre des procès-verbaux dans lequel devront être consignés toutes les réunions tenues par le conseil d'administration et, le cas échéant, par la commission déléguée prévue par l'article 30 bis ci-dessous, et authentifiés dans la forme prévue par ces statuts.

Le/la secrétaire dressera le procès-verbal correspondant à l'issue de chaque réunion, lequel devra indiquer la date, le lieu, l'ordre du jour, les personnes présentes, un résumé des questions traitées, les interventions dont la consignation a été demandé et les décisions prises, en indiquant le résultat des votes et des majorités.

Les procès-verbaux doivent être rédigés et signés par le/la secrétaire, avec l'accord du/de la président/e, et peuvent être approuvés par le conseil d'administration à l'issue de la session correspondante ou lors de la prochaine réunion. Toutefois, les décisions auront force exécutoire à compter de leur adoption, hormis s'il est prévu, par toute autre disposition contraire expressément stipulée dans les présents statuts ou lors de la prise de la décision, qu'elles ne seront pas exécutoires avant l'approbation du procès-verbal correspondant. Si les décisions doivent obligatoirement être inscrites, elles seront exécutoires à compter du moment de leur inscription.

Article 28. Conflit d'intérêts

a) Les membres doivent s'abstenir de participer à tout type d'affaires ou d'activités financières pouvant compromettre leur objectivité dans la gestion de la fondation.

TIMBRE DEL ESTADO
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
CLASE 8.ª
0P3834474

Traduction Officielle

L'intérêt personnel des membres sera comparé, afin d'apprécier un éventuel conflit d'intérêts, à l'intérêt des personnes suivantes :

Dans le cas des personnes physiques, cette interdiction s'étend à leur conjoint et aux autres personnes avec lesquelles il entretient un lien d'affection particulier, leurs parents en ligne directe et, en ligne collatérale, jusqu'au troisième degré de consanguinité ou par alliance.

Dans le cas des personnes morales, la présente obligation s'étend aux administrateurs ou fondés de pouvoir et membres de contrôle, tant de ces entités que de celles avec lesquelles une unité de décision, conformément à la législation commerciale, est établie, directement ou par le biais d'une personne interposée.

Les membres du conseil et personnes visés au paragraphe précédent ne pourront entretenir de liens professionnels ou de relations de travail rémunérés avec la Fondation, à l'exception du poste de directeur général, conformément à l'article 30 des présents statuts.

b) Les membres et les personnes qui y sont liées conformément aux deux paragraphes précédents ne peuvent pas participer dans des sociétés constituées ou contrôlées par la Fondation, et ne peuvent pas souscrire de contrats de vente ou de bail de biens immeubles ou de biens meubles d'une valeur extraordinaire, de prêt d'argent, ni de services rémunérés entre la fondation et les membres et les autres personnes visées aux deux paragraphes précédents.

c) Durant les deux années suivant leur cessation en tant que membre, ils ne peuvent pas développer des services dans des entreprises ou sociétés privées dans lesquelles la fondation détient une participation.

d) Les membres, ainsi que les personnes que le présent article considère comme équivalentes, ne peuvent réaliser d'opérations avec la fondation que dans la mesure où ce besoin et la prévalence des intérêts de la fondation sur les intérêts personnels du membre ou la personne considérée comme équivalente sont suffisamment prouvés. Préalablement à l'opération, le conseil d'administration doit établir une déclaration responsable et la présenter au conseil de surveillance, accompagnée des justificatifs pertinents.

TIMBRE DEL ESTADO
CLASE 8.ª
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
0P3834475
Traduction Officielle

Cette déclaration responsable doit être établie avec le vote favorable des deux tiers du nombre total de membres, sans comptabiliser le vote des membres ne pouvant pas voter en raison d'un conflit d'intérêts avec la fondation. Le résultat des votes des membres doit être consigné dans le procès-verbal de la réunion et les certificats consignant de telles décisions.

Article 29. Cessation

29.1 Les membres cesseront leurs fonctions pour les raisons suivantes :

a) Décès ou déclaration d'absence, dans le cas des personnes physiques, ou dissolution, dans le cas des personnes morales.
b) Incapacité ou interdiction.
c) Cessation de la personne des fonctions en raison desquelles elle intégrait le conseil d'administration.
d) Échéance du mandat, hormis si ce dernier est renouvelé avant la date d'échéance.
e) Renoncement notifié au conseil d'administration.
f) Décision judiciaire définitive ayant fait droit à une action en responsabilité pour dommages causés à la Fondation ou décrétant la révocation du poste.
g) Les autres causes fixées par la loi ou les statuts.

29.2 Le renoncement au poste de membre doit être consigné dans une des formes prévues pour l'acceptation dudit poste, mais il ne produit des effets opposables aux tiers que lorsqu'il est inscrit au Registre des fondations.

CHAPITRE V

Régime des autres organes. Composition et fonctions

Article 30. Le directeur général ou la directrice générale

Le conseil d'administration peut nommer un directeur qui assumera la direction exécutive de la fondation. Ce poste peut être occupé par un membre, hypothèse dans laquelle la relation de travail ou professionnelle devra être régie en vertu d'un contrat déterminant clairement le travail ou les tâches professionnelles

TIMBRE DEL ESTADO
CLASE 8.ª
0,03 EUROS
TRES CÉNTIMOS DE EURO
0P3834476
Traduction Officielle

rémunérées, et qui devront être différents des activités propres au poste de membre du conseil.

Le poste de directeur/directrice est rémunéré dans les termes jugés pertinents au regard de la nature et de la représentativité inhérentes au poste et à ses fonctions.

Lorsque le/la directeur/directrice n'est pas un membre du conseil, il/elle participera à toutes les réunions du conseil d'administration auxquelles il/elle serait convoqué/e et pourra y intervenir avec voix consultative mais pas délibérative.

Article 30 bis. Commission déléguée

Dans le but de faciliter l'accomplissement des finalités de la fondation, le conseil d'administration peut créer une commission déléguée, intégrée par un minimum de trois et un maximum de cinq membres, qui seront nommés, remplacés ou cessés de leurs fonctions, le cas échéant, en conformité avec les dispositions de l'article 18 des statuts.

En tout état de cause, les fonctions de président, vice-président et secrétaire des séances de la commission déléguée sont assurées, respectivement, par le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration.

La commission déléguée assure les fonctions propres au conseil d'administration, exception faite de celles incombant au conseil d'administration à titre exclusif, aux termes de l'article 20 des statuts.

Le fonctionnement et la prise de décisions est régie par les mêmes règles que celles du conseil d'administration, dans la mesure où elles lui sont applicables.

CHAPITRE VI

Modifications statutaires et structurelles et dissolution

Article 31. Modifications statutaires et structurelles et dissolution

Le conseil d'administration, sur décision adoptée conformément à l'article 26 des présents statuts et à la réglementation applicable, et après convocation expresse,

peut modifier les statuts, décider de la fusion, de la scission, de la dissolution ou de la cessation de l'existence de la fondation, sur autorisation du conseil de surveillance, conformément à la législation applicable.

Article 32. Causes de dissolution

La fondation est constituée pour une durée indéterminée et avec aspiration de perpétuité, et sera dissoute pour les causes suivantes :

a) Accomplissement intégral de la finalité en vue de laquelle elle a été constituée, ou impossibilité d'y parvenir, hormis dans l'hypothèse où il conviendrait de la modifier et que le conseil d'administration décide d'une telle modification.
b) Activités ou finalités déclarées civilement ou pénalement illicites par un jugement définitif.
c) Ouverture de la phase de liquidation dans le cadre d'un redressement judiciaire.
d) Les autres causes fixées par la loi ou les statuts.

Article 33. Procédure de dissolution et affectation de ses fonds propres

La dissolution de la fondation exige la décision motivée du conseil d'administration, prise conformément aux articles 26 et 31 des présents statuts, et approuvée par le conseil de surveillance.

Pour procéder à la liquidation des fonds de la fondation, le conseil d'administration optera entre l'un des régimes de liquidation prévus par le code civil de Catalogne : la liquidation des actifs et passifs ou leur cession globale.

Dans l'impossibilité de procéder à une cession globale, les actifs et passifs doivent être liquidés et, dans ces deux hypothèses, les fonds propres restant sont entièrement destinés à une fondation, des fondations, des entités sans but lucratif privées ou des entités publiques poursuivant des finalités analogues à celles de cette fondation et dont les biens soient affectés à leur réalisation, même en cas de dissolution. En tout état de cause, les entités destinataires du patrimoine doivent être considérées comme des entités bénéficiaires du mécénat, aux termes des articles 16 à 25, tous deux inclus, de la loi 49/2002 du 23 décembre 2002, sur le régime fiscal des entités sans but lucratif et les incitations fiscales au mécénat (ou

TIMBRE DEL ESTADO

0,03 EUROS TRES CÉNTIMOS DE EURO

CLASE 8.ª

Traduction Officielle

la législation fiscale en vigueur qui viendrait la remplacer), ou à des entités publiques présentant une forme juridique autre que la fondation qui poursuivent des finalités d'intérêt général ; le tout, en conformité avec l'article 3.6 de la loi 49/2002 susmentionnée (ou la législation fiscale en vigueur qui viendrait la remplacer).

Il incombera au conseil d'administration d'opter entre l'un ou l'autre des régimes au moment de procéder à la liquidation.

La dissolution de la fondation implique sa liquidation, qui devra être réalisée par le conseil d'administration, les liquidateurs, le cas échéant, ou subsidiairement par le conseil de surveillance. »

En foi de quoi, pour servir et valoir ce que de droit, je délivre la présente attestation sur demande de la personne intéressée.

Fait à Barcelone, le 5 mars 2025

AVERTISSEMENT :
Cet acte administratif de certification constitue une communication des données à caractère personnel prévue par la loi organique 3/2018, du 5 décembre 2018, sur la protection des données à caractère personnel et la garantie des droits numériques.
Vous êtes informés que la règlementation sur la protection des données ne permet pas un traitement ultérieur des données de ce certificat à des fins différentes.
Le récepteur des données est tenu de respecter les dispositions sur la confidentialité des données à caractère personnel.

Carrer del Foc, 57
08038 Barcelone
Tel. 012
http://justicia.gencat.cat

Document administratif électronique garanti avec signature électronique et certificats de l'Agence catalane de certification. La politique de signature applicable est « Conditions techniques de signature électronique des actes administratifs et des déclarations de volonté sur support informatique du Registre électronique de la direction générale du Droit, Personnes morales et de la Médiation du département de la Justice et de la Qualité démocratique du gouvernement régional de Catalogne ». Veuillez consulter ce document sur le site http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

TIMBRE DEL ESTADO

CLASE 8.ª

0,03 EUROS

TRES CÉNTIMOS DE EURO

OP3834241

Je soussigné, Josep Peñarroja Fa, Traducteur-Interprète Assermenté de Français agréé par le ministère des Affaires étrangères, Union européenne et de la Coopération, certifie que ce qui précède est la traduction fidèle et complète en français d'un document rédigé en espagnol.

D. Josep Peñarroja Fa, Traductor-Intérprete Jurado de Francés nombrado por el Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación, certifica que la que antecede es traducción fiel y completa al francés de un documento redactado en español.

Fait à Barcelone, le 10 mars 2025.

En Barcelona, a 10 de marzo de 2025

Josep Peñarroja Fa · Traductor Intérprete Assermentat

JOSEP PEÑARROJA FA
Traductor Jurado de inglés, catalán, portugués, italiano, francés y rumano Nº 2152

Ester Hidalgo Veret, jefa de Sección de Publicidad Registral y Coordinación Administrativa,

Certifico,

1. En virtud de la Resolución del consejero de Justicia de 25 de mayo de 1994, se inscribió con el número 790 la constitución de la Fundación Privada Intervida y que, de conformidad con la Resolución de fecha 28 de abril de 2014, del director general de Derecho y Entidades Jurídicas, se aprobó y se inscribió el cambio de nombre de la entidad, pasando a denominarse "Fundación Educación y Cooperación".

2. Que los últimos estatutos que constan inscritos en este Registro son los siguientes:

"ESTATUTOS DE LA FUNDACIÓN

CAPÍTULO I

Denominación, naturaleza, duración, domicilio, ámbito de actuación y régimen jurídico

Artículo 1. Denominación, naturaleza y duración

Con la denominación "Fundación Educación y Cooperación", anteriormente "Fundación Privada Intervida", se constituye una fundación privada que tiene vocación de permanencia y duración indefinida.

Artículo 2. Domicilio

El domicilio de la Fundación queda fijado en la ciudad de Barcelona, calle Guillem Tell, nº 47.

Artículo 3. Ámbito de actuación

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

La Fundación ejerce sus funciones mayoritariamente en Cataluña. No obstante, puede actuar en el resto del territorio del Estado español, así como a escala internacional.

Artículo 4. Régimen jurídico

La Fundación tiene personalidad jurídica propia y goza de plena capacidad jurídica y de obrar por el otorgamiento de su carta fundacional en escritura pública y la inscripción en el Registro de Fundaciones de la Generalitat de Cataluña.

La Fundación se rige por las declaraciones contenidas en la carta fundacional, por las disposiciones legales que le son de aplicación, y en especial, la legislación de la Generalitat de Cataluña, por las establecidas en estos estatutos y los acuerdos que adopte el Patronato en el ejercicio de sus funciones.

CAPITULO II

Finalidades fundacionales y actividades

Artículo 5. Finalidades fundacionales

La Fundación es una entidad sin ánimo de lucro, exenta de toda finalidad lucrativa y de beneficio, que tiene el patrimonio, los rendimientos y los recursos obtenidos afectados de forma permanente a la realización de las finalidades de interés general previstas en estos estatutos.

La Fundación tiene por objeto:

a) La ayuda y la cooperación al desarrollo en todas sus ramas a la población en situación de vulnerabilidad, independientemente del territorio y del contexto político, social o económico.
b) La ayuda, en todas sus ramas y modalidades, a las personas y colectivos en situación de vulnerabilidad, pobreza o exclusión social y, en particular, las actuaciones destinadas a procurar la educación, formación y protección de la infancia y juventud, de acuerdo con la Convención sobre los Derechos del Niño y demás

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

normativa internacional que promueva su participación, derechos, bienestar y empoderamiento.

c) La lucha contra la pobreza y las desigualdades, la exclusión social y por la mejora de las condiciones de vida de las personas y grupos en situación de vulnerabilidad, así como de su entorno social y medioambiental.

d) La contribución al desarrollo humano en todas sus vertientes, impulsando la corresponsabilidad individual y colectiva que favorezcan la conciencia crítica y una mejor percepción de los problemas reales de la sociedad, impulsando la incidencia política y social para generar cambios sociales en beneficio de la realización efectiva de los derechos y la mejora del bienestar de las personas y las condiciones de vida en el mundo, estimulando la solidaridad, la cooperación activa y promoviendo el voluntariado.

e) La promoción y defensa de los derechos humanos y, en especial, los de orden económico, social y cultural, que hagan posible su desarrollo equitativo y sostenible, trabajando para combatir y corregir situaciones de vulnerabilidad, pobreza o exclusión social.

f) La cooperación al desarrollo y solidaridad internacional en todos sus ámbitos, así como la realización de cualquier tipo de actividad tendente a su fomento, realización y mejora.

g) Proteger, promover, amparar y financiar, tanto con fondos propios como de terceros, todo tipo de actividades de carácter educativo, asistencial, sociocultural y de investigación relacionadas con las personas y colectivos en situación de vulnerabilidad, pobreza o exclusión social y encaminadas a la solución de los problemas que les afectan.

h) Proteger, promover, amparar y financiar, tanto con fondos propios como de terceros, a cualquier otra fundación, asociación, colectivo o entidad legalmente reconocidos, e incluso a personas físicas, que se dediquen a finalidades análogas o convergentes a las de esta Fundación.

i) La ayuda en situaciones de emergencia y crisis humanitaria.

j) La sensibilización y la educación para la ciudadanía global y el desarrollo de la población incluida en el ámbito de actuación, especialmente la infancia, adolescencia y juventud, en torno a la solidaridad y la cooperación entre los pueblos, trabajando para hacer una sociedad más solidaria y comprometida.

k) La promoción y difusión del conocimiento y aprendizaje, mediante la formación, capacitación, asesoramiento y consultoría en cualquiera de sus vertientes y

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

modalidades, a personas, colectivos y entidades públicas o privadas en las áreas de conocimiento y especialización de la Fundación relacionadas con los derechos y bienestar de la infancia, adolescencia y juventud.

Artículo 6. Capacidad y Actividades

Para la consecución de los fines fundacionales, la Fundación desarrolla las actividades que el Patronato considere necesarias directamente y/o en colaboración con otras entidades, instituciones o personas.

En concreto, a fin de llevar a cabo la finalidad fundacional, la Fundación desarrolla actividades que, sin ánimo exhaustivo, se enumeran a continuación:

- La colaboración, asociación, alianza o integración con cualquier tipo de entidad, plataforma u organización en interés o beneficio de la fundación para el cumplimiento de las finalidades fundacionales.
- La elaboración y ejecución de la planificación estratégica y de actividades, así como de los programas de actuación, para el cumplimiento de los fines de la entidad, de acuerdo con las políticas y directrices fijadas por el Patronato.
- El seguimiento, evaluación de objetivos y, en su caso, revisión, en orden al grado de cumplimiento y ejecución de los diferentes programas, proyectos y actividades de la fundación con la periodicidad que establezca el órgano de gobierno.
- La celebración de convenios de cooperación con diversas entidades sin ánimo de lucro.
- La búsqueda y suscripción de acuerdos y contratos con entidades radicadas en los países donde la Fundación desarrolla su finalidad.
- La acción directa, llevada por personal propio de la Fundación o personas contratadas específicamente para hacerlo en nombre de la Fundación y la acción indirecta a través de terceros.
- La incidencia política y social, la investigación y la innovación social, la formación, el asesoramiento, la consultoría y la inversión sostenible y/o de impacto, así como cualquier otra actividad vinculada con la acción programática de la Fundación.
- El establecimiento de Delegaciones o sedes en los territorios para amparar y dar cobertura a las tareas de cooperación directa, así como para promover tareas de

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

sensibilización, captación de socios y padrinos y hacer trabajos de divulgación de la tarea que realiza.
- La búsqueda y utilización de fondos, públicos y privados, para desarrollar los proyectos y programas de la fundación.

La Fundación tiene plena capacidad jurídica y de obrar para operar sin otra limitación que las impuestas por estos estatutos y por la normativa sobre fundaciones.

Las actividades relacionadas con los fines fundacionales deben llevarse a cabo según las normas que las regulan específicamente, mediante la obtención, en su caso, de los permisos o licencias pertinentes.

Artículo 7. Reglas básicas para la aplicación de los recursos a las finalidades

Las rentas y otros ingresos anuales que obtenga la entidad deben destinarse al cumplimiento de los fines fundacionales dentro de los límites establecidos por la legislación vigente.

La Fundación puede realizar todo tipo de actividad económica, actos, contratos, operaciones y negocios lícitos, sin más restricciones que las impuestas por la legislación aplicable.

Artículo 8. Reglas básicas para la determinación de los beneficiarios

Son beneficiarios de la Fundación las personas físicas y jurídicas que se encuentren en situaciones propias de las actividades de la Fundación e integradas en el plan de actuación elaborado por el Patronato de la Fundación.
La elección de los beneficiarios y la elaboración del plan de actuación por parte del Patronato se hará de acuerdo con los principios de imparcialidad y no discriminación.

CAPÍTULO III

Régimen económico

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 9. Patrimonio de la Fundación y actividades económicas

El patrimonio de la Fundación queda vinculado al cumplimiento de los fines fundacionales. El patrimonio está integrado:
a) por la dotación inicial que consta en la carta fundacional.
b) por todos los bienes y derechos de contenido económico que acepte y reciba la Fundación, por cualquier título o concepto, con el fin de incrementar la dotación, y
c) por todos los rendimientos, frutos, rentas y productos, y los demás bienes incorporados al patrimonio de la Fundación por cualquier título o concepto.

Artículo 10. Actos de disposición

10.1. Los bienes que integran la dotación y los destinados directamente al cumplimiento de las finalidades fundacionales solo pueden ser enajenados o gravados a título oneroso y respetando las condiciones puestas por los fundadores o los aportantes, si las hubiere. El producto obtenido con su enajenación o gravamen debe reinvertirse en la adquisición o la mejora de otros bienes aplicando el principio de subrogación real.

10.2. Si se dan circunstancias excepcionales que impidan cumplir total o parcialmente el deber de reinversión, el Patronato, antes de llevar a cabo el acto de disposición, debe presentar una declaración responsable al Protectorado en el que haga constar que se dan estas circunstancias y debe llevar un informe suscrito por técnicos independientes que acrediten la necesidad del acto de disposición y las razones que justifiquen la no reinversión. También debe justificar el destino que se dé al producto que no se reinvierta, que debe estar siempre dentro de los fines de la Fundación.

10.3. La necesidad y la conveniencia de las operaciones de disposición o gravamen directo o indirecto deben estar justificadas y acreditadas documentalmente. El Patronato, antes de realizar los actos de disposición, debe contar con la información adecuada para tomar la decisión responsablemente.

10.4. Se requiere previa autorización del Protectorado para realizar actos de disposición, gravamen o administración extraordinaria en los siguientes casos:

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

a) si el donante lo ha exigido expresamente,
b) si lo establece una disposición estatutaria o la normativa vigente.
c) si los bienes o derechos objeto de disposición se han recibido de instituciones públicas o se han adquirido con fondos públicos.

10.5. El Patronato puede hacer, siempre que sea necesario y de conformidad con lo que aconsejen la coyuntura económica y la legislación vigente, las modificaciones convenientes en las inversiones del patrimonio fundacional.

10.6. Para la realización de actos de disposición sobre los bienes y derechos que constituyan el patrimonio fundacional y para la aceptación de herencias, legados u otros bienes y derechos susceptibles de integrar el capital fundacional, se exige el voto favorable del Patronato con la mayoría de dos tercios y el cumplimiento de los requisitos legalmente previstos.

10.7. Cuando los actos de disposición, enajenación o gravamen requieran la adopción de una declaración responsable será necesario el voto favorable de dos tercios del número total de patronos, sin computar los que no puedan votar por razón de conflicto de intereses con la Fundación.

Artículo 11. Régimen contable y documental

11 .1. La Fundación debe llevar un libro diario y un libro de inventario y de cuentas anuales.

11.2. El Patronato de la Fundación debe hacer el inventario y debe formular las cuentas anuales de manera simultánea y con fecha del día de cierre del ejercicio económico, de conformidad con los principios de contabilidad generalmente admitidos y con las disposiciones que en cada caso sean aplicables. El ejercicio se debe cerrar el 31 de diciembre de cada año.

11 .3. Las cuentas anuales forman una unidad y están integrados por:
a) el balance de situación,
b) la cuenta de resultados,
c) la cuenta de estado de situación de cambios en el patrimonio neto,

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

d) la cuenta de estado de situación de flujos en efectivo y

e) la memoria, en la que se debe completar, ampliar y comentar la información contenida en el balance y en la cuenta de resultados, y se detallarán las actuaciones realizadas en cumplimiento de los fines fundacionales y concretar el número de beneficiarios y los servicios que éstos han recibido, así como los recursos procedentes de otros ejercicios pendientes de destino, si los hay, y las sociedades participadas mayoritariamente, con indicación del porcentaje de participación.

La información sobre las declaraciones responsables y sobre la perfección de los actos o contratos que son objeto debe formar parte del contenido mínimo de la memoria de las cuentas anuales.

11.4. El Patronato debe aprobar dentro de los seis meses siguientes a la fecha de cierre del ejercicio las cuentas anuales, las cuales deberá presentar en la forma prevista legalmente al Protectorado de la Generalitat de Cataluña para su depósito en el plazo de 30 días a contar desde su aprobación.

11.5. El Patronato debe aprobar y presentar, en relación con las inversiones financieras temporales que realice en el mercado de valores, un informe anual sobre el grado de cumplimiento del código de conducta que deben seguir las entidades sin ánimo de lucro, de conformidad con la normativa vigente o con lo que disponga la autoridad reguladora.

11.6. Las cuentas anuales se someterán a una auditoría externa cuando se den las circunstancias legalmente previstas.

Aunque no se produzcan las circunstancias legalmente previstas para que las cuentas deban someterse a una auditoría, si una tercera parte de los patronos la solicita por razones justificadas, porque considera que hay alguna circunstancia excepcional en la gestión de la Fundación que aconseja que se lleve a cabo, se debe convocar una reunión del Patronato en el plazo máximo de 15 días a partir de la petición, a fin de acordar de forma motivada la realización o no realización de la auditoría de cuentas solicitada. Si no se convoca el Patronato en el plazo indicado o si, una vez convocado con esta finalidad, se acuerda no llevar a cabo la auditoria, los patronos interesados pueden dirigir su petición al Protectorado, de acuerdo con lo

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

establecido en el artículo 332.8.4 de la Ley 4/2008, de 24 de abril, del libro tercero del Código civil de Cataluña, relativo a las personas jurídicas.

Artículo 12. Recursos anuales

Los recursos económicos anuales de la Fundación estarán integrados por:

a) las rentas y rendimientos producidos por el activo y el patrimonio en general de la Fundación,
b) los saldos favorables que puedan resultar de las actividades fundacionales y los servicios que pueda desarrollar la Fundación,
c) las subvenciones y otras liberalidades recibidas con esta finalidad que no deban incorporarse al patrimonio fundacional y de otros ingresos que se pudieran obtener por cualquier causa.

Artículo 13. Aplicación obligatoria

La Fundación destinará al cumplimiento de los fines fundacionales al menos el setenta por ciento de las rentas y otros ingresos netos anuales obtenidos. El resto lo destinará o bien al cumplimiento diferido de las finalidades o bien al incremento de sus fondos propios. El Patronato debe aprobar la aplicación de los ingresos.

Si la Fundación recibe bienes y derechos sin que se especifique el destino, el Patronato debe decidir si deben integrar la dotación o deben aplicarse directamente a la consecución de los fines fundacionales.

La aplicación de al menos el setenta por ciento de los ingresos al cumplimiento de los fines fundacionales, se hará efectiva en el plazo de cuatro ejercicios como máximo desde el inicio del siguiente al de la acreditación contable.

Artículo 14. Gastos de funcionamiento

Los gastos derivados del funcionamiento del Patronato y de sus órganos delegados, sin contar a este efecto el coste de las funciones de dirección o gerencia, no pueden ser superiores al 15 % de los ingresos netos obtenidos durante el ejercicio.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 15. Participación en sociedades

La Fundación puede constituir sociedades y participar sin necesidad de autorización previa, salvo que ello conlleve la asunción de responsabilidad personal por las deudas sociales.

La Fundación comunicará al Protectorado en el plazo *de* 30 días la adquisición y tenencia de acciones o participaciones sociales que le confieran, directa o indirectamente, el control de sociedades que limiten la responsabilidad de los socios.

En todo caso, el ejercicio por parte de la Fundación de tareas de administración de sociedades debe ser compatible con el cumplimiento de los fines fundacionales.

CAPÍTULO IV

Organización y funcionamiento

Artículo 16. El Patronato

El Patronato es el órgano de gobierno y administración de la Fundación, la representa y gestiona, y asume todas las facultades y funciones necesarias para la consecución de los fines fundacionales.

Artículo 17. Composición del Patronato y requisitos para ser miembro

El Patronato es un órgano colegiado integrado por personas físicas o jurídicas y constituidas por un mínimo de 5 miembros y un máximo de 11 miembros.

Podrá ser miembro del Patronato cualquier persona física con capacidad de obrar que no se encuentre inhabilitada o incapacitada para ejercer funciones o cargos públicos o para administrar bienes y no haya sido condenada por delitos contra el patrimonio o contra el orden socioeconómico o por delitos de falsedad. El límite de edad para ser miembro del Patronato se fija en 80 años y se produce en el momento de cumplir dicha edad.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Las personas jurídicas deben estar representadas en el Patronato, de una manera estable, por la persona en quien recaiga esta función de acuerdo con las normas que las regulen, o por la persona que designe al efecto el correspondiente órgano competente.

Artículo 18. Designación, renovación y ejercicio del cargo

El primer Patronato se designará en la carta fundacional. Los nombramientos de nuevos patronos y el cubrimiento de vacantes deben ser acordados por el Patronato con la mayoría exigida en el artículo 26.

Los patronos ejercen sus cargos por un plazo de 4 años, y son reelegibles por un periodo de igual duración o, excepcionalmente, por otro mandato; requiriendo en este último supuesto acuerdo del Patronato adoptado por unanimidad en votación secreta.

Los patronos que por cualquier causa cesen antes de cumplir el plazo por el que fueron designados, podrán ser sustituidos por nombramiento del Patronato. La persona sustituta será designada por el tiempo que falte para que expire el mandato del patrón sustituido, pero podrá ser reelegida por los mismos plazos establecidos para el resto de los miembros.

Para el nombramiento de nuevos patronos, en cualquier caso (por renovación, sustitución o por nuevo nombramiento), los miembros integrantes del Patronato que queden, analizarán la idoneidad de los posibles candidatos, siendo elegido el nuevo miembro del Patronato por mayoría de 2/3 de los patronos asistentes, excluido, en su caso, el del miembro a renovar, nombrar o sustituir.

El cargo de patrono no podrá ser en ningún caso prolongado o prorrogado más allá del período estatutariamente previsto, por to que, en caso de no renovación el cargo quedará vacante hasta el nombramiento de nuevo Patrón en la forma legal y estatutariamente establecida.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

El Patronato cubrirá, en el plazo máximo de 60 días, las vacantes que por cualquier causa se produzcan entre sus miembros, y que no dependan del cumplimiento de ningún plazo legalmente establecido, de acuerdo con el procedimiento establecido en estos estatutos.

Si por cualquier causa (caducidad del cargo, renuncia o cualquier otro motivo legal o estatutariamente establecido), el Patronato quedará con un número de miembros inferior al mínimo legal para su válida constitución, el Protectorado procederá del siguiente modo:

a) El Protectorado puede requerir a los miembros restantes para que establezcan el número mínimo de Patronos.
b) Si no se restableciera el número mínimo en un plazo de 30 días, el Protectorado procederá, de oficio, al nombramiento de los patronos que haga falta para que la composición del Patronato quede con el número mínimo establecido estatutariamente para la válida constitución del Patronato.
c) En otro caso, el Protectorado instará la disolución y liquidación de la Fundación.

En todo caso, si por cualquier causa (caducidad del cargo, renuncia o cualquier otro motivo legal o estatutariamente establecido), se llegara a producir el cese de la totalidad de los miembros del Patronato, el Protectorado procederá, de oficio, al nombramiento de patronos en al menos el número mínimo establecido estatutariamente para la válida constitución del Patronato. Si no fuera posible, el Protectorado instará la disolución y liquidación de la Fundación.

Los miembros del Patronato entran en funciones después de haber aceptado expresamente el cargo mediante algunas de las formas establecidas en la legislación aplicable.

Los patronos cesarán de su cargo por muerte, incapacidad, renuncia, caducidad del cargo o cualquier otra causa establecida en las leyes o estos estatutos.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 19. Gratuidad

Los patronos ejercen el cargo gratuitamente, sin perjuicio del derecho a ser reembolsados de los gastos debidamente justificados y a la indemnización por los daños que les ocasione el desarrollo de las funciones propias del cargo.

Artículo 20. Facultades y delegación de funciones

Corresponden al Patronato todas las facultades que tiene estatutariamente atribuidas y, en general, las que requiera para la consecución de los fines fundacionales, sin más excepciones que las establecidas en la legislación aplicable y en estos estatutos.

Expresamente, son funciones del Patronato:

- La realización de todo tipo de actos y de negocios jurídicos, tanto de administración como de dominio, sobre toda clase de bienes muebles, inmuebles y valores, sin otras formalidades que las establecidas en los estatutos, y con autorización, cuando sea legalmente exigible, del Protectorado.
- Cobrar y percibir rentas, frutos, dividendos, intereses, utilidades y cualquier otro producto o beneficio derivado de los bienes que integren el patrimonio de la Fundación y los rendimientos obtenidos en el desarrollo de sus fines.
- Hacer toda clase de pagos y en especial los que hagan falta para atender los gastos necesarios para la administración, financiación y protección del patrimonio y las rentas de la Fundación.
- Hacer todo tipo de operaciones bancarias y de crédito, como abrir, seguir y cancelar cuentas corrientes, de crédito y caución, y suscribir todo tipo de contratos de crédito y depósitos en metálico, valores e imposiciones a plazo.
- Aprobar las memorias, inventarios, balances y estados de cuentas de formulación anual y obligatoria.
- Modificación, en su caso, de los presentes estatutos, de acuerdo con la ley vigente en cada momento.
- Representar a la Fundación en juicio y fuera de él, por la vía de Procuradores u otros apoderados, que podrá nombrar mediante otorgamiento de los poderes oportunos, ante toda clase de autoridades, Juzgados, Tribunales, Delegaciones,

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Comisiones, Juntas, Ministerios, Dependencias del Estado, Generalitat de Cataluña, Provincia o Municipio, y cualquier otro organismo, promoviendo, instando, siguiendo o desistiendo expedientes, pleitos, causas o juicios de cualquier clase.

El Patronato puede delegar sus funciones de conformidad con estos estatutos y la legislación aplicable. En todo caso, son indelegables y corresponden al Patronato con carácter exclusivo las siguientes facultades:

a) La modificación de los estatutos.
b) La fusión, la escisión o la disolución de la Fundación.
c) La elaboración y la aprobación del presupuesto y de los documentos que integran las cuentas anuales, así como la liquidación del ejercicio económico vencido.
d) Los actos de disposición sobre bienes que, en conjunto o individualmente, tengan un valor superior a una vigésima parte del activo de la Fundación, salvo que se trate de la venta de títulos valor con cotización oficial por un precio que sea al menos el de cotización. Sin embargo, se pueden hacer apoderamientos para el otorgamiento del acto correspondiente en las condiciones aprobadas por el Patronato.
e) La constitución o dotación de otra persona jurídica.
f) La fusión, la escisión y la cesión de todos o de una parte de los activos y los pasivos.
g) La disolución de sociedades o de otras personas jurídicas.
h) Los que requieren la autorización o aprobación del Protectorado o la adopción de una declaración responsable.
i) La adopción y formalización de las declaraciones responsables.
j) La aprobación de la planificación estratégica y de actividades de la Fundación.

Lo dispuesto en este artículo se entenderá sin perjuicio de las autorizaciones del Protectorado que sean necesarias o de las comunicaciones que se le deban de realizar de conformidad con la legislación vigente.

Artículo 21. Régimen de convocatoria

21.1. El Patronato se reúne en sesión ordinaria al menos dos veces al año.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

En todo caso, se reunirá en sesión ordinaria obligatoriamente durante el primer semestre del año natural con el fin de aprobar las cuentas anuales del ejercicio anterior.

Se reunirá en sesión extraordinaria, previa convocatoria y a iniciativa de su presidente/a, tantas veces como éste/a lo estime necesario para el buen funcionamiento de la Fundación. También se reunirá cuando lo solicite una cuarta parte de sus miembros, presentado con la solicitud, propuesta del orden del día, y en este caso la reunión deberá realizarse dentro de los treinta días siguientes a la solicitud.

21.2. El Patronato podrá reunirse excepcionalmente mediante videoconferencia, multiconferencia o cualquier otro sistema que no implique la presencia física de los patronos. En estos casos es necesario garantizar la identificación de los asistentes a la reunión, la continuidad en la comunicación, la posibilidad de intervenir en las deliberaciones y la emisión del voto. La reunión se entenderá celebrada en el lugar donde se encuentre el presidente. En las reuniones virtuales se deben considerar patronos asistentes aquellos que hayan participado en la multiconferencia y/o videoconferencia. La convocatoria de las reuniones corresponde al presidente y contendrá el orden del día de todos aquellos asuntos que se deben tratar en la reunión, fuera de los cuales no se pueden tomar acuerdos válidos.

21.3. La reunión debe convocarse al menos con 3 días de antelación respecto de la fecha prevista para que tenga lugar.

21.4. El Patronato podrá adoptar acuerdos sin reunión mediante la emisión del voto por correspondencia postal, comunicación telemática o cualquier otro medio, siempre que queden garantizados los derechos de información y de voto, que quede constancia de la recepción del voto y que se garantice la autenticidad. Se entiende que el acuerdo se adopta en el lugar del domicilio de la persona jurídica y en la fecha de recepción del último de los votos válidamente emitidos.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 22. Cargos

El Patronato nombrará un Presidente, un vicepresidente o vicepresidenta, y un secretario o secretaria que podrá no tener la condición de patrono. Los patronos que no ocupan ninguno de estos cargos tienen la condición de vocales.

Artículo 23. El Presidente o presidenta

El presidente/a y, en su ausencia, el vicepresidente/a tienen las siguientes facultades:

a) Representar institucionalmente a la Fundación.
b) Ordenar la convocatoria, fijar el orden del día y presidir, suspender y levantar las sesiones del Patronato, así como dirigir las deliberaciones.
c) Decidir con su voto de calidad e! resultado de las votaciones en caso de empate.
d) El resto de facultades indicadas en estos estatutos y aquellas que le sean expresamente encomendadas por el Patronato, de acuerdo con lo previsto en la normativa aplicable.

Artículo 24. El Secretario o secretaria

El secretario/a convoca, en nombre del presidente/a, las reuniones del Patronato y extiende las actas, conserva el libro de actas y entrega los certificados con el visto bueno del presidente/a o por orden, en su ausencia del vicepresidente la. Asimismo ejerce las demás funciones que son inherentes a su cargo y le atribuyen estos estatutos.
Este último cargo puede corresponder a una persona que no tenga la condición de miembro del órgano colegiado. El Secretario, en este caso interviene en las reuniones con voz pero sin voto, y tiene el deber de advertir de la legalidad de los acuerdos que pretenda adoptar el órgano. Si tiene la condición de patrón puede asistir con voz y voto.

Es de aplicación al secretario/a el mismo límite de edad establecido para los patronos en el artículo 17 de estos estatutos.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 25. Modo de deliberar y adoptar acuerdos

El Patronato quedará válidamente constituido en primera convocatoria cuando concurran a la reunión, en persona o representados en la forma legalmente permitida, la mitad más uno de los patronos y en segunda convocatoria es necesaria la asistencia de una cuarta parte de sus miembros. Para que sea válida la constitución de las reuniones del Patronato deberán asistir, como mínimo, dos patronos en las dos convocatorias.

Los miembros del Patronato podrán delegar a favor de otros patronos su voto respecto de actos concretos. Esta delegación deberá constar por escrito.

En ningún caso, los miembros del Patronato podrán delegar su voto en personas que no ostenten la condición de patronos, pues el ejercicio de su cargo es personalísimo.

Sin embargo, si un patrón lo es porque tiene la titularidad de un cargo de una institución, puede actuar en su nombre la persona que pueda sustituirlo según las reglas de organización de la misma institución.

Cada patrón tiene un voto y los acuerdos se adoptan por mayoría de votos de los asistentes, presentes y representados, a la reunión. En caso de empate decidirá el voto de calidad del presidente/a.

El Patronato también puede invitar a asistir a las reuniones, con voz y sin voto, a las personas que considere conveniente.

Artículo 26. Mayoría cualificada

Será necesario el voto favorable de dos tercios de los miembros del Patronato para la adopción de los siguientes acuerdos:

a) Para la realización de actos de disposición sobre los bienes y derechos que constituyan el patrimonio fundacional y para la aceptación de herencias, legados u otros bienes y derechos susceptibles de integrar el capital fundacional, independientemente, además del cumplimiento de los requisitos legalmente previstos.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

b) Por actos de disposición, alienación o gravamen que requieran la adopción de una declaración responsable. En estos casos, no se computarán los votos de los Patronos que no puedan votar por razón de conflicto de intereses con la Fundación.
c) Para los acuerdos relativos a lo dispuesto en los artículos 18°, 28° y 31° de estos estatutos, a excepción del supuesto de la segunda reelección de patronos del artículo 18 que requerirá el acuerdo del Patronato adoptado por unanimidad en votación secreta.

Artículo 27. De las actas

La Fundación debe llevar un libro de actas en que consten todas las reuniones celebradas por el Patronato y, en su caso, de la Comisión Delegada prevista en el artículo 30 bis de los estatutos, autentificadas en la forma prevista en estos estatutos.

De cada reunión, el secretario/a levantará el acta correspondiente, que debe incluir la fecha, el lugar, el orden del día, las personas asistentes, un resumen de los asuntos tratados, las intervenciones de las que haya solicitado que quede constancia y los acuerdos adoptados, con indicación del resultado de las votaciones y de las mayorías.

Las actas deben ser redactadas y firmadas por el secretario/a con el visto bueno del presidente/a y pueden ser aprobadas a continuación de haberse realizado la sesión correspondiente o bien en la próxima reunión. Sin embargo, los acuerdos tienen fuerza ejecutiva desde su adopción, excepto si se prevé expresamente, en los estatutos o en la hora de adoptar el acuerdo, que no son ejecutivos hasta la aprobación del acta. Si son de inscripción obligatoria, tienen fuerza ejecutiva desde el momento de la inscripción.

Artículo 28. Conflicto de intereses

a) Los patronos deberán abstenerse de participar en todo tipo de negocios y actividades financieras que puedan comprometer la objetividad en la gestión de la Fundación.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Equipara al interés personal de los patronos, a efectos de apreciar conflicto de intereses, el interés de las personas siguientes:

En el caso de que sean personas físicas, esta prescripción se extiende a su cónyuge y otras personas con quien se esté especialmente vinculado por lazos de afectividad, sus parientes en línea recta y, en línea colateral, hasta el tercer grado de consanguinidad o afinidad.
En el caso de que se trate de personas jurídicas, la presente obligación se extiende a los administradores o apoderados y socios de control tanto de éstas como de aquellas entidades con las que se constituya, directamente o por medio de persona interpuesta, una unidad de decisión, de acuerdo con la legislación mercantil.

Los patronos y las personas indicadas en el apartado anterior, no podrán mantener relación profesional o laboral retribuida con la Fundación, a excepción del cargo de director general, de conformidad con lo que dispone el artículo 30 de estos estatutos.

b) Los patronos y las personas con ellos relacionadas indicadas en los dos párrafos anteriores, no podrán participar en sociedades constituidas o participadas por la Fundación, tampoco podrán establecerse contratos de compraventa o arrendamiento de bienes inmuebles o de bienes muebles de extraordinario valor, de préstamo de dinero, ni de prestación de servicios retribuidos entre la Fundación y los patronos y demás personas indicadas en los dos párrafos anteriores.

c) Durante los dos años siguientes al cese como patrón no se pueden desarrollar servicios en empresas o sociedades privadas participadas por la Fundación.

d) Los patronos y las personas que a ellos se equiparan en el presente artículo sólo pueden realizar operaciones con la Fundación si queda suficientemente acreditada la necesidad y la prevalencia de los intereses de la Fundación sobre los particulares del patrón o persona equiparada. Antes de llevar a cabo la operación, el Patronato debe adoptar una declaración responsable y la debe presentar al Protectorado junto con la documentación justificativa pertinente.
Esta declaración responsable deberá ser acordada con el voto favorable de dos tercios del número total de patronos, sin computar los que no puedan votar por razón de conflicto de intereses con la Fundación, y en el acta de la reunión y en los

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

certificados que dejen constancia de estos acuerdos, se debe hacer constar el sentido de los votos de los patronos.

Artículo 29. Cese

29.1. Los patronos cesan en el cargo por las siguientes causas:

a) Muerte o declaración de ausencia, en el caso de las personas físicas, o extinción, en el caso de las personas jurídicas.
b) Incapacidad o inhabilitación.
c) Cese de la persona en el cargo por razón del cual, formaba parte del Patronato.
d) Finalización del plazo del mandato, salvo que se renueve antes del cumplimiento del plazo.
e) Renuncia notificada al Patronato.
f) Sentencia judicial firme que estime la acción de responsabilidad por daños a la Fundación o que decrete la remoción del cargo.
g) Las demás establecidas por la ley o los estatutos.

29.2. la renuncia al cargo de patrono debe constar de cualquiera de las formas establecidas para la aceptación del cargo, pero sólo produce efectos frente a terceros cuando se inscribe en el Registro de Fundaciones.

CAPITULO V

Regulación de otros órganos. Composición y funciones

Artículo 30. El director o directora general

El Patronato puede nombrar un director que desarrolle la dirección ejecutiva de la Fundación. Este cargo puede ser ocupado por un patrón, caso en que la relación laboral o profesional debe articularse mediante un contrato que determine claramente las tareas laborales o profesionales que retribuyen, las cuales deben ser diferentes de las propias del cargo de patrono.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

El cargo de director/a es retribuido, en los términos que se consideran adecuados a la naturaleza y a la representatividad propias del cargo y a sus funciones.

Cuando no es patrón, el director/a asiste a todas las reuniones del Patronato a que se le convoca y puede intervenir con voz pero sin voto.

Artículo 30 bis. Comisión Delegada.

Para facilitar la realización de los fines fundacionales, el Patronato puede crear una Comisión Delegada, integrada por un mínimo de tres y un máximo de cinco patrones, que serán nombrados, sustituidos o cesados, si procede, de acuerdo con lo que dispone el artículo 18° de los Estatutos.

En todo caso, las funciones del presidente, vicepresidente y secretario de las sesiones de la Comisión Delegada las han de ejercer, respectivamente, el presidente, el vicepresidente y el secretario del Patronato.

La Comisión delegada ejercerá las funciones propias del Patronato excepto las que tengan la consideración de indelegables, de acuerdo con el art. 20 de los Estatutos.

El funcionamiento y la toma de decisiones se regirá por las mismas reglas que las del Patronato, en la medida en que éstas sean de aplicación.

CAPÍTULO VI

Modificaciones estatutarias y estructurales y disolución

Artículo 31. Modificaciones estatutarias y estructurales y disolución

El Patronato, mediante acuerdo adoptado de conformidad con lo establecido en el artículo 26 de estos estatutos y la normativa aplicable, y previa convocatoria expresa, puede modificar los estatutos, acordar la fusión, la escisión o la disolución o extinción de la Fundación, con la autorización del Protectorado de acuerdo con la legislación aplicable.

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

Artículo 32. Causas de disolución

La Fundación se constituye con duración indefinida y deseo de perpetuidad, y se disolverá por las siguientes causas:

a) Cumplimiento íntegro de la finalidad para la cual se ha constituido o imposibilidad de alcanzarla, salvo que sea procedente modificarla y que el Patronato acuerde la modificación.
b) Ilicitud civil o penal de sus actividades o finalidades declarada por una sentencia firme.
c) Apertura de la fase de liquidación en el concurso.
d) Las demás establecidas por la ley o los estatutos.

Artículo 33. Procedimiento de disolución y destino de su patrimonio

La disolución de la Fundación requiere el acuerdo motivado del Patronato adaptado de conformidad con lo que establecen los artículos 26 y 31 de estos estatutos y la aprobará el Protectorado.

El Patronato para llevar a cabo la liquidación del patrimonio fundacional, optará por uno de los sistemas de liquidación previstos en el Código civil de Cataluña: liquidación de los activos y pasivos o cesión global de los mismos.

Si no se puede hacer una cesión global, hay que proceder a la liquidación de los activos y los pasivos, y, en ambos supuestos, el patrimonio restante se destinará en su totalidad a la fundación, fundaciones, entidades no lucrativas privadas o entidades públicas que persigan fines análogos a los de esta fundación y tengan afectados sus bienes a la consecución de aquéllos, incluso para el supuesto de su disolución. En todo caso, las entidades destinatarias del patrimonio han de estar consideradas como entidades beneficiarias del mecenazgo, a los efectos previstos en los artículos 16 al 25, ambas inclusive, de la Ley 49/2002, de 23 de diciembre, de régimen fiscal de las entidades sin fines lucrativos y de los incentivos fiscales al mecenazgo (o legislación fiscal vigente que la sustituya), o a entidades públicas de naturaleza no fundacional que persigan fines de interés general; todo ello de conformidad con el

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats

artículo 3.6° de la mencionada Ley 49/2002 (o legislación fiscal vigente que la sustituya).

Corresponderá al Patronato optar por uno u otro en el momento de realizar la liquidación.

La disolución de la Fundación supone su liquidación, que deben llevar a cabo el Patronato, los liquidadores, si los hubiere, o, subsidiariamente el Protectorado."

Y, para su conocimiento y efectos, expido este certificado a petición de la persona interesada.

Barcelona, 5 de marzo de 2025

ADVERTENCIA:
Este acto administrativo de certificación constituye una comunicación de datos personales prevista en la Ley orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de protección de datos personales y garantía de los derechos digitales
Se advierte que la normativa de protección de datos no permite un tratamiento posterior de los datos de este certificado para una finalidad diferente.
El receptor/a de los datos está obligado a observar las disposiciones de confidencialidad de datos personales.

Documento electrónico administrativo garantizado con firma electrónica con certificados de la Agencia Catalana de Certificación. La política de firma aplicable es 'Condiciones técnicas de firma electrónica de los actos administrativos y de las manifestaciones de voluntad en soporte informático del Registro Electrónico de la Direcció General de Dret, Entitats Jurídiques i Mediació del Departamento de Justicia y Calidad Democrática de la Generalidad de Cataluña'. Este documento se puede consultar en la web http://justicia.gencat.cat/documentsentitats